



# AFRIQUE AUSTRALE

## i n t r o d u c t i o n

La région Afrique Australe présente une configuration géographique particulière dans la mesure où deux des cinq pays qui la composent, le Lesotho et le Swaziland, sont peu étendus au regard des trois « géants » que sont le Botswana, la Namibie et l'Afrique du Sud, et enclavés au sein de l'Afrique du Sud. La région regroupe 53,5 millions d'habitants dont 46,9 en Afrique du Sud. La population scolarisable y représente 15,6% de la population totale, valeur influencée par le géant sud africain qui présente la plus forte population scolarisable en valeur absolue mais la plus faible en valeur relative (15,2%). Sur les quatre autres pays, le ratio varie de 17,8% au Botswana à 20,4% en Namibie, marquant une transition démographie non réalisée.

Par ailleurs, les pays d'Afrique Australe font partie de l'épicentre mondial de la pandémie du VIH/SIDA<sup>44</sup>, et présentent des niveaux de prévalence très élevés. Ainsi l'Afrique du Sud enregistre les niveaux de prévalence les plus élevés de son histoire (29,5% de prévalence chez les femmes enceintes), marquant une des évolutions les plus rapides et fortes du continent sur ces dix dernières années. Les autres pays présentent quant à eux des niveaux de prévalence tout aussi préoccupants : 21,3% en Namibie, 28,9% au Lesotho, 37,3% au Botswana et 38,8% au Swaziland, pays le plus touché au monde.

Le PIB par habitant est le plus élevé des cinq régions du continent, s'établissant à 3 368 \$ E.U, niveau fortement lié à l'importance du secteur minier dans la région. Cette moyenne régionale résulte toutefois d'une dispersion importante sur l'ensemble des cinq pays, allant de 598 \$ E.U au Lesotho, à 4 251 \$ E.U. au Botswana.

Le classement des cinq pays au regard de l'indicateur synthétique de développement humain du PNUD est en accord avec les tendances économiques et démographiques observées : le Lesotho et le Swaziland, avec un IDH respectif de 0,497 (rang 149/177) et 0,498 (rang 147/177) se situent parmi les pays à niveau de développement faible, tandis que la Namibie (0,627), le Botswana (0,565) et l'Afrique du Sud (0,658) se positionnent à des niveaux intermédiaires. Ces deux derniers pays sont toutefois en recul<sup>45</sup> dans le classement depuis 1990 - de respectivement 35 places pour l'Afrique du Sud et 21 pour le Botswana - tendance en partie liée à l'impact du VIH/SIDA.

### Afrique du Sud

### Botswana

### Lesotho

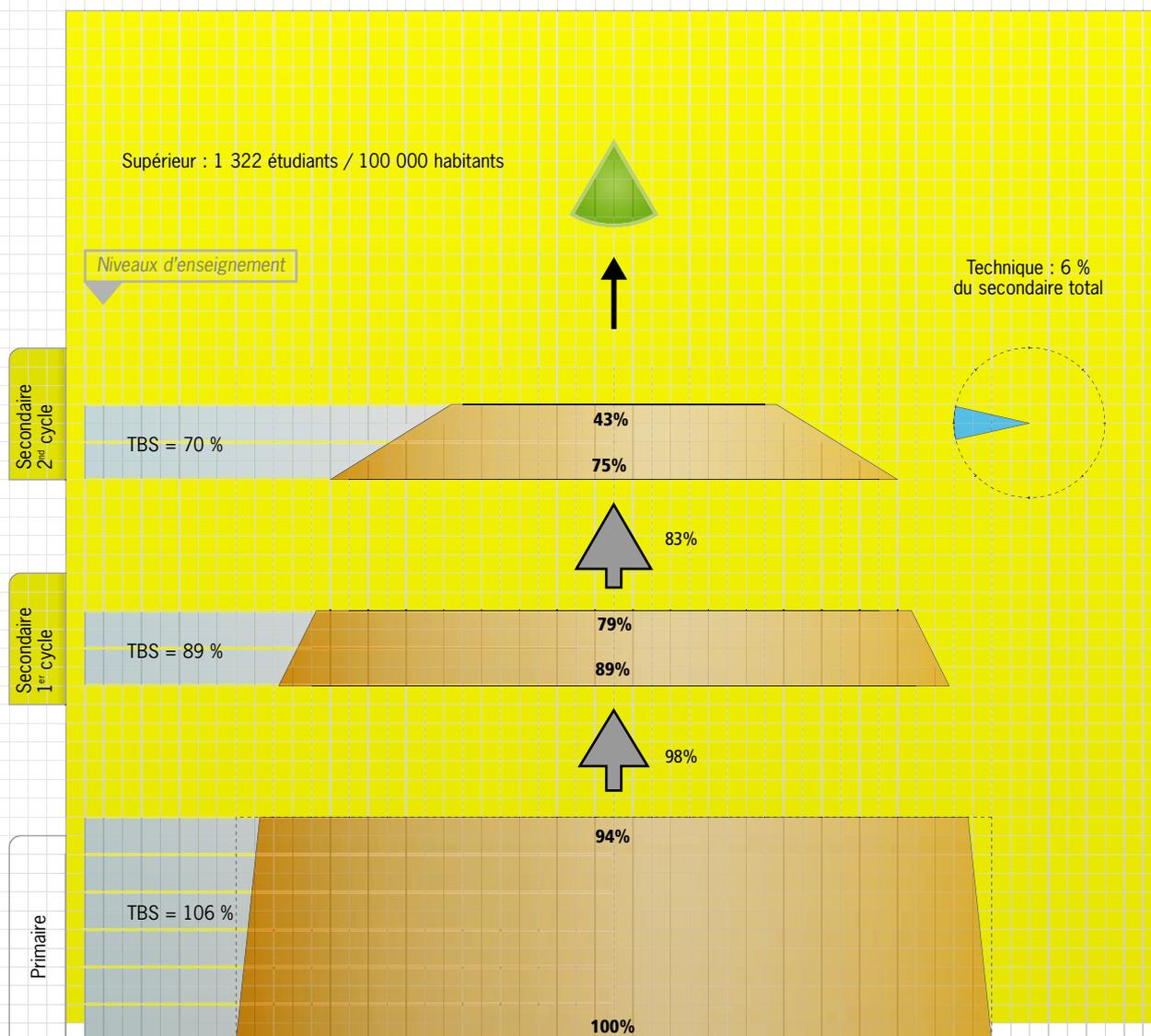
### Namibie

### Swaziland

44 OMS/ONUSIDA, 2005, Le point sur l'épidémie VIH/Sida, OMS.

45 PNUD, 2005, Rapport mondial sur le développement humain, PNUD.

ANNÉE 2002 / 2003



**Note :** la pyramide moyenne « Afrique Australe » est construite à partir des données de l'Afrique du Sud (2002/03), du Botswana (2003/04), du Lesotho (2003/04), de la Namibie (2002/03), du Swaziland (2002/03).

## Pyramide éducative de l'Afrique Australe

La structure éducative moyenne de l'Afrique Australe est caractérisée par les éléments suivants :

- i) **l'accès au cycle primaire est universel** (100%) pour la zone dans son ensemble. Seule la Namibie présente un taux brut d'admission de 97%, valeur qui reste supérieure à la moyenne observée sur le continent (94%). **L'achèvement du cycle est presque universel**, avec une valeur moyenne de 94%, bien supérieure à la moyenne africaine de 64%. Toutefois, ce TAP régional est fortement tiré vers le haut par l'Afrique du sud (97%), pays ayant la plus forte population scolarisable et scolarisée, et le Botswana (92%). En effet, si la Namibie présente un achèvement du primaire élevé (85%), le Swaziland et le Lesotho demeurent des pays à achèvement moyen, avec respectivement un TAP de 61% et 70%, traduisant un niveau d'abandon élevé en cours de cycle primaire. L'amélioration de la rétention demeure un enjeu important pour ces deux pays afin d'atteindre l'objectif de scolarisation primaire universelle à horizon 2015.
- ii) **un niveau de transition entre les cycles plus élevé que celui observé sur la pyramide africaine moyenne** : 98% contre 84% entre le primaire et le 1<sup>er</sup> cycle secondaire, 77% contre 66% entre les deux cycles de l'enseignement secondaire. Sur la partie « basse » du système éducatif, cette tendance est le résultat combiné d'un achèvement primaire quasi universel au Botswana et en Afrique du Sud, et d'une absence de mécanisme de régulation dans les trois autres pays (où la rétention en cours de cycle primaire est inférieure à la transition du primaire vers le secondaire 1<sup>er</sup> cycle). Sur la partie « haute » du système éducatif, un mécanisme de régulation apparaît clairement au Botswana et en Namibie, pays qui observent un niveau de transition inférieur à la moyenne africaine. Par contre, un tel mécanisme semble inexistant dans les trois autres pays, particulièrement au Swaziland et au Lesotho.
- iii) **des taux d'accès au secondaire en conséquence, plus élevés que la moyenne** (89% contre 52% pour le 1<sup>er</sup> cycle, 75% contre 26% sur le 2<sup>nd</sup> cycle). Ces valeurs moyennes sont toutefois tirées vers le haut par les pays proches de la scolarisation primaire universelle. Le Swaziland et le Lesotho sont, quant à eux, très proches des performances moyennes de l'Afrique, tant en ce qui concerne l'accès que l'achèvement des deux cycles de l'enseignement secondaire général. Les résultats en termes d'efficacité interne sont sensiblement meilleurs que ceux observés sur l'ensemble de l'Afrique en ce qui concerne le premier cycle, avec un pseudo taux d'abandon de 11% (il est de 25% en moyenne sur le continent), moyenne occultant les faibles performances du Lesotho (41%), du Swaziland (41%) et de la Namibie (29%). Sur le second cycle, la région affiche une performance en la matière légèrement en deçà de la moyenne africaine (43% contre 38%), reflétant uniquement la situation sud africaine (45% de pseudo taux d'abandon), puisque les autres pays affichent de meilleurs résultats que ceux observés en moyenne sur le continent.
- iv) **la part de l'enseignement technique et professionnel dans le secondaire est deux fois moins importante que la moyenne africaine** (13% des effectifs du secondaire en moyenne continentale, 6% en Afrique Australe). Cette tendance résulte d'une très faible couverture dans trois pays de la zone (2% en Namibie et au Lesotho, 1% pour le Swaziland) et de la prédominance numérique de l'Afrique du Sud (6%). Seul le Botswana se distingue des autres pays en se rapprochant de la moyenne continentale : les effectifs de l'enseignement technique correspondent à 14% des effectifs totaux du secondaire.
- v) **une couverture au niveau de l'enseignement supérieur parmi les plus élevées du continent** (1 322 étudiants/100 000 habitants pour une moyenne africaine de 755), allant de 339 au Lesotho à 1 530 pour l'Afrique du Sud, seul pays effectivement au dessus de la moyenne continentale.

Au regard des pyramides éducatives de la région Afrique Australe, on compte donc trois pays (Afrique du Sud, Botswana et Namibie) dont les taux d'achèvement du primaire sont proches de la SPU (ou qui l'ont déjà atteinte) et pour lesquels le défi du système éducatif se situe sur les niveaux post-primaires que ce soit en termes de couverture (Botswana), d'efficacité interne dans le 1<sup>er</sup> cycle du secondaire (Namibie) ou le 2<sup>nd</sup> cycle (Afrique du Sud). En revanche, le Lesotho et le Swaziland, pays à taux d'achèvement moyens, ont des efforts à fournir pour améliorer la rétention au cycle primaire, l'efficacité interne au 1<sup>er</sup> cycle du secondaire et surtout pour organiser la régulation des flux entre les cycles.

## Profil Afrique Australe

**Indice africain de développement de l'EPT.** L'indice EPT, tenant compte des performances sur l'achèvement du primaire, l'alphabétisation et la parité selon le genre au primaire, s'établit à 84,8, soit le score le plus élevé du continent qui affiche une valeur moyenne de 57,6. Lorsque l'on rajoute la dimension qualité, on obtient une valeur EPT+ de 75,7, là encore de très loin supérieure à la moyenne continentale (56,3). Les résultats sont meilleurs sur toutes les composantes quantitatives de l'indice EPT. En revanche, du point de vue de la qualité, les résultats sont très légèrement inférieurs à la moyenne continentale (48 contre 50,6). Par ailleurs, la région Afrique Australe présente une très grande homogénéité de résultats sur les dimensions alphabétisation et parité selon le genre au niveau du cycle primaire.

**Offre scolaire aux différents niveaux d'études.** Le bon niveau d'offre scolaire est vérifié à chaque palier d'enseignement. Ainsi le TBS<sup>46</sup> s'établit à 32% pour le préscolaire, 106% pour le primaire, 89% pour secondaire 1<sup>er</sup> cycle et 70% pour le 2<sup>nd</sup> cycle. La différence avec la moyenne africaine est peu marquée au niveau du primaire mais l'est particulièrement sur les cycles secondaires et préscolaire. Pour les cycles post-primaires, ceci tient au fait que l'atteinte de la scolarisation primaire universelle est très proche pour trois des cinq pays de la zone (dont le géant sud africain) et leur tendance à développer les autres niveaux d'enseignement est de fait plus marquée. Du point de vue de l'enseignement supérieur, l'Afrique Australe se place juste derrière l'Afrique du Nord avec 1 322 étudiants pour 100 000 habitants, essentiellement du fait des performances de l'Afrique du Sud.

**Efficacité interne au primaire.** Le rendement interne est en moyenne élevé au niveau de l'enseignement primaire et de fait bien meilleur que sur l'ensemble du continent : le taux de survie en dernière année s'établit à 76% (contre une valeur moyenne africaine de 68%) et le pourcentage de redoublants est de 12% (contre 15% sur l'ensemble du continent). L'amélioration de la rétention est une problématique générale de la zone, particulièrement importante au Swaziland qui affiche seulement 58% de survie au cycle primaire. Des efforts concernant la réduction des redoublements sont essentiels au Lesotho et au Swaziland, qui présentent les plus fortes valeurs de la sous région (18% et 16%).

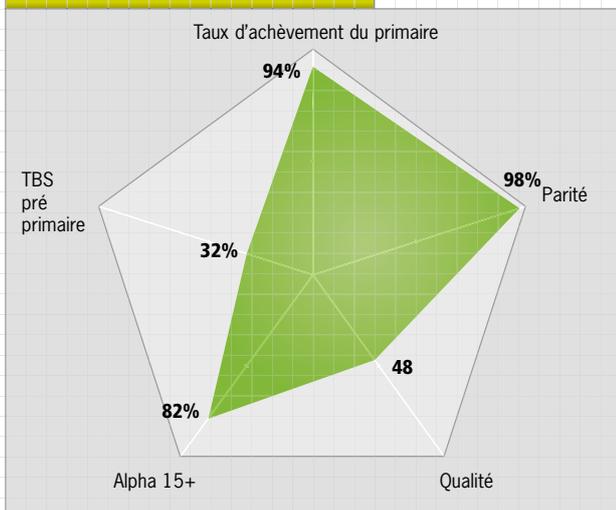
**Efficience quantitative.** L'effort public budgétaire sur l'éducation est, en valeur relative, proche de la moyenne africaine - 17% en Afrique Australe contre 18% en moyenne - mais repose sur une richesse nationale plus importante, assortie d'une base fiscale plus large : l'ensemble des ressources publiques représentent 32% du PIB contre 22% en moyenne. L'effort consenti pour l'éducation est donc supérieur à la moyenne (5,4% du PIB contre 4%) et se traduit en termes de résultats par une espérance de vie scolaire (EVS) de 9,6 années, chiffre parmi les plus élevés du continent africain. L'indicateur d'efficience quantitative (rapport entre l'EVS et l'effort public en% du PIB) s'établit alors à 1,7, chiffre légèrement supérieur à la moyenne africaine : 1 point de pourcentage du PIB alloué à l'éducation est associé à 1,7 années de scolarisation.

**Equité dans la distribution des ressources publiques d'éducation.** Seul un quart des ressources publiques d'éducation sont captées par les individus faisant partie des 10% les plus éduqués. L'Afrique Australe est donc l'une des régions d'Afrique où l'inéquité structurelle en matière d'éducation apparaît la moins forte : cela résulte notamment d'une allocation budgétaire plus équilibrée entre les différents niveaux d'enseignement, compte tenu de la couverture scolaire qui y est observée. La structure des coûts unitaires diffère également sensiblement de la moyenne africaine : 15% contre 12% du PIB par habitant au primaire, 27% contre 30% au secondaire et 235% contre 267% au supérieur. Le coût unitaire d'un étudiant représente donc 15 fois celui d'un élève du primaire. Les bonnes performances de la région sont toutefois assorties d'une dispersion importante entre les pays, l'indicateur de concentration des ressources publiques au bénéfice des plus éduqués oscillant entre 17% en Afrique du Sud et 34% au Lesotho.

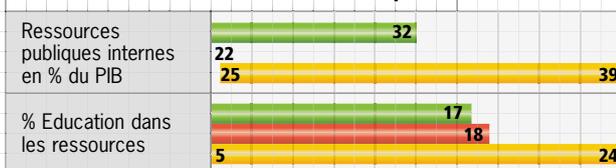
46 Voir en annexe l'interprétation de cet indicateur.

**Indice africain de développement EPT 84.8**  
**Indice africain de développement EPT+ 75.7**

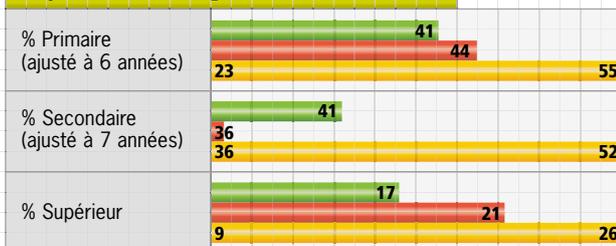
**Indicateurs EPT**



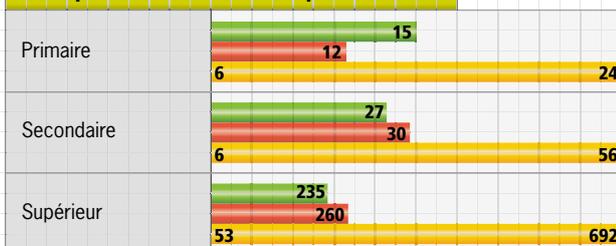
**Mobilisation des ressources domestiques**



**Répartition du budget éducation**



**Coût par élève en % du PIB par habitant**



**Appropriation des ressources publiques d'éducation**

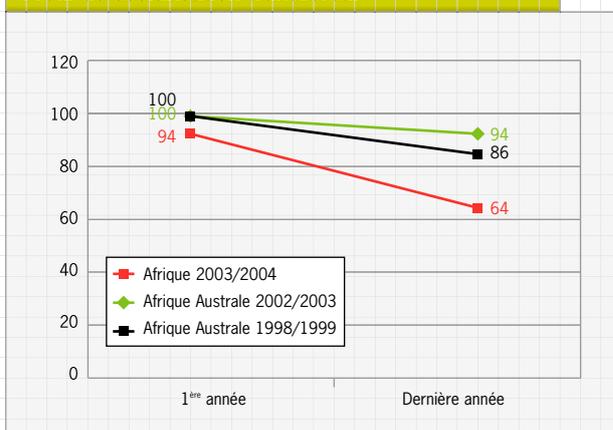


**Contexte démographique et macro-économique (2003)**

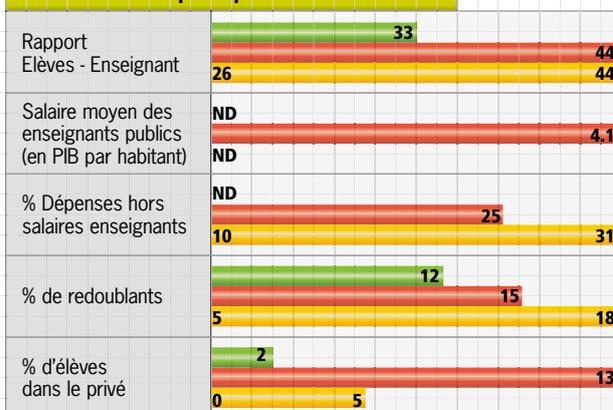
PIB par habitant (\$ E.U.)	3 368
Population totale (000)	53 512
% de la population d'âge scolaire (primaire)	15.6
Prévalence VIH/SIDA (15-49 ans)	29.6 %
IDH (classement)	ND

**INDICATEURS FAST TRACK (Primaire)**

**Profil de scolarisation transversal**



**Paramètres de politique éducative**



**Légende**

Afrique Australe	ND : Donnée Non Disponible
Moyenne pays africains	
Minimum-Maximum pays Afrique Australe	



# La situation des systèmes éducatifs en Afrique Australe

## Les disparités en matière de résultats au regard des objectifs EPT

### › Petite enfance (objectif EPT n°1).

L'enseignement préscolaire de la région est l'un des plus développés du continent avec un TBS de 32% (15% en moyenne), résultat assorti d'une faible variabilité sur l'ensemble des trois pays pour lesquels les données sont disponibles (29% en Namibie, 31% au Lesotho et 33% en Afrique du Sud). Il est à noter que le Lesotho fait partie des pays à faible revenu présentant l'une des couvertures à ce niveau d'enseignement les plus élevées du continent.

### › Taux d'achèvement du primaire (objectif EPT n°2).

On peut considérer que l'Afrique du Sud et le Botswana, avec des TAP de 97% et 92%, ont atteint l'objectif de scolarisation primaire universelle. La Namibie présente par ailleurs une valeur du TAP élevée (85%), ce qui laisse penser qu'elle satisfera à l'objectif de Dakar d'ici 2015, si toutefois la politique éducative vise une amélioration de la rétention en cours de cycle primaire. Le Lesotho et le Swaziland sont, quant à eux, encore à des niveaux de TAP moyens : si l'accès en première année du cycle primaire est universel (TBA de 100%), les tendances actuelles en termes de rétention ne sont pas en phase avec l'atteinte de l'objectif de SPU à l'horizon 2015<sup>47</sup>.

### › Alphabétisation de la population âgée de plus de 15 ans (objectif EPT n°4).

Le taux d'alphabétisation de la population adulte atteint 82%, ce qui est largement supérieur à la moyenne africaine (60%) : les cinq pays d'Afrique Australe sont les plus alphabétisés du continent, avec une moyenne relativement homogène. La part des alphabètes oscille entre 80% au Swaziland et 85% en Namibie. Ce résultat doit être mis en regard notamment avec les performances obtenues en matière de scolarisation primaire universelle (cf. objectif EPT 2) pour trois pays de la zone et l'utilisation de langue nationale dans les premières années de l'enseignement du primaire pour un certain nombre d'entre eux (Botswana, Namibie, Swaziland).

### › Parité des sexes dans l'enseignement primaire (objectif EPT n°5).

Avec un indice de parité de 98% en moyenne, l'Afrique Australe est de loin la région la plus en phase avec l'objectif de parité. Là encore, on constate une grande homogénéité sur l'ensemble des pays, l'indicateur variant entre 95% au Swaziland et 101% en Namibie. Chaque pays reste donc largement au dessus de la moyenne africaine, et ce quel que soit le niveau d'achèvement du primaire.

### › Qualité ou effectivité des apprentissages (objectif EPT n°6).

Alors que les pays de la région Afrique Australe présentent sur le plan quantitatif de meilleures performances que la moyenne, ils ne conservent pas cet avantage sur le plan qualitatif : ils sont classés très légèrement en deçà de la moyenne africaine (50 points contre 51). Cela signifie que

47 UNESCO/BREDA, 2005, *Education pour tous en Afrique ; repères pour l'action*, DAKAR +5.

beaucoup d'enfants ne maîtrisent pas le socle des connaissances minimales attendues en fin de cycle primaire. Ce résultat est partagé par quatre pays de la zone (Afrique du sud, Botswana, Lesotho et Swaziland). La situation apparaît plus préoccupante encore en Namibie qui affiche un score inférieur de plus de 10 points à la moyenne (38 contre 51), et dont les résultats à l'enquête SACMEQ II<sup>48</sup>, parmi les pays les plus faibles des 14 pays ayant participé à ce protocole d'enquête, tant du point de vue des apprentissages en mathématiques qu'en lecture. A l'opposé, le Swaziland est dans la moyenne haute. La mise en regard des résultats aux examens nationaux avec les conditions de scolarisation montre que pour un pays comme le Lesotho, le statut des écoles et l'organisation scolaire (large recours au multigrade, pratiqué par plus de 62% des écoles) peuvent avoir un impact négatif fort sur le niveau d'acquisition des élèves.

## Les disparités en matière de politiques éducatives

### › Sur le contexte macro-fiscal et l'effort budgétaire en faveur de l'éducation

*Une pression fiscale importante mais une priorité pour l'éducation faible au Botswana et au Swaziland*

Le groupe Afrique Australe présente un PIB par habitant élevé qui, au regard de la pression fiscale moyenne (32%), génère un niveau de ressources publiques relativement important par rapport à ce qui est observé en moyenne sur le continent. Cela est valable pour les cinq pays du groupe, la part des ressources publiques interne variant de 25% du PIB en Afrique du Sud à 41% au Lesotho. Parallèlement, la part des ressources publiques internes consacrée à l'éducation est fortement variable : le Botswana, par exemple, qui bénéficie du plus haut niveau de PIB par habitant et d'une pression fiscale des plus élevées (39%), ne consacre que 5% de son budget aux dépenses courantes d'éducation, valeur minimale sur le continent africain. A l'opposé, le Lesotho, pays le plus pauvre de la zone, affiche une pression fiscale et une priorité à l'éducation, toutes deux les plus élevées de la région. La situation semble plus délicate au Swaziland, qui malgré un niveau de richesse élevé et une pression fiscale de 26%, ne consacre que 14% de ses ressources au secteur éducatif.

### › Sur la ventilation intra-sectorielle des dépenses d'éducation

*Une révision des allocations budgétaires entre les cycles souhaitable pour les pays à taux d'achèvement du primaire moyens*

L'Afrique du Sud et le Botswana montrent une répartition des allocations budgétaires intra-sectorielles favorables aux enseignements primaire et surtout secondaires, en lien avec l'atteinte de la scolarisation primaire universelle. Ces deux pays doivent désormais avancer sur les autres niveaux d'enseignement. La Namibie affiche une priorité accrue accordée à l'éducation primaire, cohérente avec le niveau actuel d'achèvement de ce cycle. En revanche, le Lesotho et le Swaziland affichent un arbitrage favorable aux cycles post primaires, en dépit de faibles taux d'achèvement du cycle primaire. Ainsi, le Swaziland accorde l'essentiel de son budget à l'enseignement secondaire (52%) au détriment de l'enseignement primaire (23%). Le Lesotho finance l'enseignement supérieur à hauteur de 36% du budget pour l'éducation, le primaire ne bénéficiant que d'une enveloppe relative de 34%. Seul pays à faible revenu, le Lesotho présente donc une allocation intra sectorielle peu favorable à l'enseignement primaire, et fortement éloignée du cadre indicatif de l'initiative Fast Track - contrairement au cadrage macroéconomique des ressources publiques pour l'éducation.

48 Southern and eastern African Consortium for Monitoring Education Quality : consortium né en 1995 qui réunit les ministères de l'éducation de 15 pays d'Afrique Australe et de l'Est et qui a élaboré un protocole d'enquête visant l'évaluation de acquis des élèves dans les pays membres.

### › Sur l'arbitrage quantité/ dépense unitaire (par niveau d'enseignement)

*La quantité d'élèves scolarisés est globalement privilégiée sur l'ensemble des niveaux d'enseignement par rapport au niveau de dépense unitaire*

Au niveau de l'enseignement primaire, la région Afrique Australe a réussi à scolariser un grand nombre d'enfants, avec un niveau de dépense unitaire proche de la moyenne africaine, conséquence du niveau de richesse et du potentiel fiscal plus élevé que dans les autres pays africains. C'est particulièrement le cas de l'Afrique du Sud et dans une moindre mesure de la Namibie, qui affichent un niveau de dépense unitaire respectif de 14% et 21% du PIB par habitant. Le Botswana présente un arbitrage clairement quantitatif avec une dépense unitaire de seulement 6% du PIB par habitant, conséquence d'un faible arbitrage intersectoriel peu en faveur de l'éducation. La « faiblesse » de cette dépense doit toutefois être nuancée en considérant le niveau de développement économique et le niveau de pression fiscale, qui confèrent au pays des ressources publiques solides. Le Swaziland est également sur un arbitrage quantitatif fort, qui ne lui a toutefois pas permis de scolariser tous les enfants au cycle primaire. En revanche, le Lesotho affiche un niveau de dépense unitaire des plus élevés parmi les pays à faible revenu, au regard des résultats en termes de couverture scolaire.

Pour l'enseignement secondaire, on observe strictement les mêmes tendances avec un coût unitaire particulièrement élevé au Lesotho, qui apparaît difficilement compatible avec une expansion de ce niveau d'enseignement. Au Botswana, la faiblesse de la dépense unitaire n'a pas encore permis un développement maximaliste du second cycle de l'enseignement secondaire.

La situation au niveau de l'enseignement supérieur, proche globalement de la moyenne africaine, résulte d'une faiblesse des dépenses par étudiant en Afrique du Sud, en Namibie et au Botswana, et à l'opposé de coûts extrêmement élevés au Swaziland (246% du PIB par habitant) et surtout au Lesotho (578% du PIB par habitant), soit un niveau prohibitif dans une perspective d'expansion de ce cycle d'enseignement.

### › Sur la composition du coût unitaire (par niveau d'enseignement)

*Nécessité de documenter davantage la structure des dépenses unitaires pour apprécier les choix de politique réalisés sur ce point à chaque niveau d'enseignement*

La décomposition de la dépense unitaire entre le rapport élèves-maître (REM), les dépenses salariales des enseignants et les dépenses courantes hors salaires enseignants est difficile à appréhender dans la mesure où l'ensemble de ces informations est rarement disponible. On constatera toutefois qu'au niveau de l'enseignement primaire, le REM est généralement faible, oscillant entre 28 en Namibie et 44 au Lesotho, ce qui reste dans la moyenne africaine. Ce dernier pays affiche un salaire enseignant élevé (6,6 fois le PIB par habitant) ainsi qu'un niveau de dépenses courantes hors salaire enseignants de 30%. Le Swaziland a un niveau de salaire enseignant de 2,6 PIB par habitant<sup>49</sup>. Enfin, l'Afrique du Sud consacre la plupart de ses dépenses courantes d'éducation à la couverture de la masse salariale enseignante, ne laissant que 10% pour les salaires des non enseignants, le matériel pédagogique et la mise en place de politiques de stimulation de la demande et d'amélioration de la qualité.

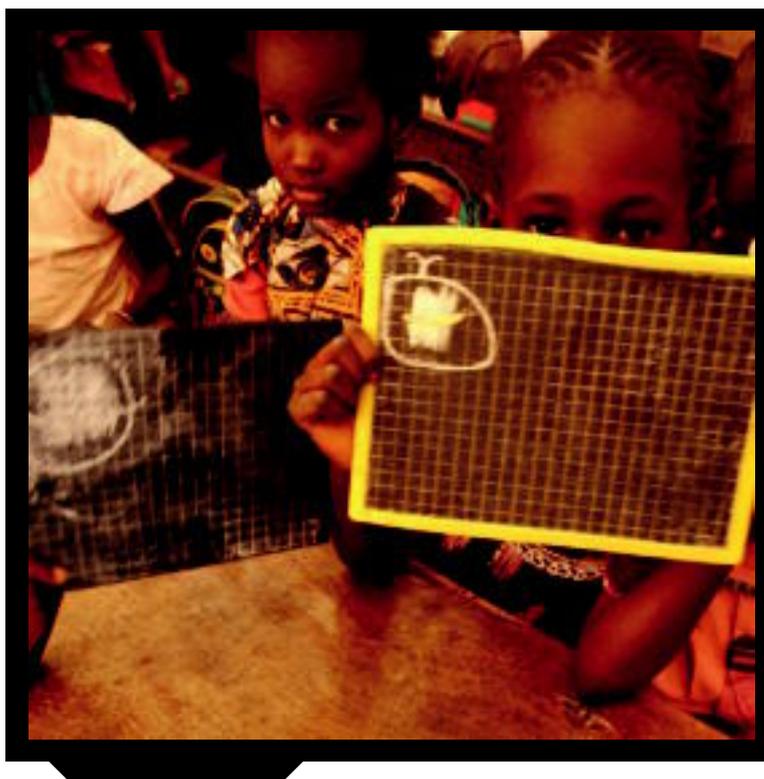
49 RESEN - Swaziland, 2006, *Swaziland, achieving education for all, challenges and policy directions*, Africa Region, Human development working paper serie n°106.

## › Sur la gestion administrative et pédagogique

*Une situation relativement bonne au regard de la moyenne africaine, mais non optimale*

En matière de gestion administrative, l'analyse de l'aléa dans l'allocation des enseignants rend difficile la comparaison internationale des pays d'Afrique Australe, les indicateurs n'étant disponibles que pour deux pays. La Namibie affiche ainsi un aléa de 20%, légèrement supérieur à celui du Lesotho de 18%, ce qui place tout de même ces deux pays dans une bien meilleure position que celles de la plupart des pays d'Afrique francophone. Ces moyennes nationales sont assorties d'une variabilité importante à l'intérieur des pays : ainsi le degré d'aléa varie suivant les régions de 13% à 43% en Namibie, cette plage de variation s'avérant plus importante encore au Lesotho (13%-76%).

Des résultats complémentaires permettent d'apprécier la situation dans chacun des cinq pays du point de vue de la variabilité dans l'allocation du personnel enseignant et de certaines ressources matérielles, sans toutefois autoriser la comparaison internationale. La problématique de l'allocation des enseignants, envisagée sous l'angle de la variabilité des tailles de classe, relève moins d'un problème d'équité entre les régions que d'une allocation plus ou moins fluctuante au sein des régions pour l'Afrique du Sud, le Botswana, le Lesotho le Swaziland. En effet, si le rapport élèves-maître (REM) moyen est faiblement variable d'une région à l'autre, certains de ces pays montrent une très forte dispersion au sein même des régions. Ainsi en Afrique du sud, la variabilité observée autour du REM moyen dans certaines régions peut être supérieure, ou à l'opposé inférieure, de 40% à la dispersion observée au niveau national. Cela est également le cas, dans une moindre mesure, au Botswana (-25% à +40%). En Namibie, en revanche, la variabilité dans l'allocation des enseignants relève plus d'une inéquité dans la distribution régionale puisque l'analyse de la variance du REM s'explique à 67% par les disparités interrégionales sur les allocations moyennes.



## Conclusion : les défis de la région Afrique Australe

L'Afrique Australe est globalement la région la plus avancée sur les objectifs de Dakar. Ce résultat relève certes de situations pays plutôt éloquentes, parmi lesquelles celle de l'Afrique du Sud, dont le poids en termes de population scolarisable (et scolarisée) est important. Cela ne doit toutefois pas occulter le fait que deux pays restent encore éloignés de l'objectif de Scolarisation Primaire Universelle (Lesotho et Swaziland) et que les défis de la région ne peuvent être déclinés à l'identique sur chacun des pays. Certains éléments doivent être néanmoins pris en compte dans tous les pays de la région, et ce à un degré plus important que sur le reste du continent :

- **La prise en compte des impacts de l'épidémie du VIH/SIDA** : elle s'avère plus qu'importante dans la mesure où la région présente des taux de prévalence élevés, aux conséquences extrêmement lourdes sur l'ensemble des systèmes éducatifs, tant en ce qui concerne la gestion des personnels enseignants que sur les aspects de politique visant la prise en charge des populations vulnérables. Au Lesotho par exemple on estimait en 2003 que 30 % des enseignants du primaire étaient affectés par la maladie, ce qui a soulevé des difficultés importantes de gestion des remplacements. Autre exemple, le nombre d'orphelins est de plus d'un million en Afrique du Sud et de 63 000 au Swaziland, soit des ordres de grandeurs qui dépassent la prise en charge communautaire dans ces pays et appellent à des politiques ciblées.
- **La réduction des inégalités autres que celles liées au genre** : si l'on peut considérer que la région a dans son ensemble atteint l'objectif EPT n°5 de parité au primaire, cela ne doit pas occulter que d'autres disparités (selon le revenu, selon la zone de résidence) persistent et représentent un frein à l'amélioration de la couverture quantitative des différents niveaux d'enseignement, tant du point de vue de l'accès que de la rétention.
- **L'amélioration de la qualité au niveau de l'éducation de base** : la région affiche des résultats proches de la moyenne africaine et doit donc utiliser les leviers adéquats pour améliorer le niveau des acquisitions des élèves. Ce défi apparaît ici d'autant plus important que la plupart des pays de la région sont à un niveau de revenu intermédiaire, supérieur à la moyenne africaine, qu'ils bénéficient d'une assiette fiscale importante, et que certains d'entre eux ne sont plus confrontés à l'expansion massive de l'enseignement primaire.

### › Un recentrage nécessaire sur l'objectif de scolarisation primaire universelle pour les deux pays à TAP moyen (Lesotho et Swaziland)

Le Swaziland et le Lesotho ont souscrit à l'objectif d'une éducation de base de dix années. Au regard du faible niveau d'achèvement des sept années de l'enseignement primaire (respectivement 61% et 70%), un recentrage sur l'objectif n°2 de Dakar s'avère nécessaire, faute de quoi ces deux pays risquent de ne pas être au rendez-vous de 2015.

En premier lieu, le Lesotho et le Swaziland auraient tout intérêt à se rapprocher de la valeur indicative de l'initiative Fast Track sur le paramètre clé d'allocation budgétaire en faveur du cycle primaire. En effet, si le Lesotho bénéficie d'une assiette fiscale maximale et d'une priorité forte à l'éducation, une réallocation budgétaire intra sectorielle s'avère nécessaire pour garantir une plus grande enveloppe à l'enseignement primaire. Au Swaziland, une telle réallocation intra sectorielle est d'autant plus importante que la part des dépenses consacrée à l'éducation dans l'arbitrage intersectoriel est faible.

En second lieu, ces deux pays doivent fournir des efforts en direction d'une forte amélioration de l'efficacité interne. En effet, les redoublements et abandons génèrent un gaspillage de ressources publiques de 20% au Lesotho et de près de 40% au Swaziland. Ces efforts passent notamment par des politiques de stimulation de la demande auprès des groupes de population les plus vulnérables, afin de réduire le phénomène d'abandon, principal frein à l'objectif de scolarisation primaire universelle.

En troisième lieu apparaît la prise en compte du VIH/SIDA qui revêt un aspect particulièrement important au Swaziland dans la mesure où l'on s'attend à ce que le taux de prévalence élevé modifie durablement les caractéristiques de la population scolarisable.

Ce recentrage sur la SPU ne doit toutefois pas occulter un développement des autres niveaux d'enseignement à travers un processus de régulation des flux des élèves qui soit contrôlé et satisfasse à l'impératif d'efficacité externe, en particulier en référence aux capacités d'absorption du marché de l'emploi.

#### › **Un dernier effort sur la qualité pour la SPU en Namibie**

La Namibie présente actuellement un niveau d'achèvement du primaire élevé, et devrait atteindre sans soucis majeurs l'objectif de SPU, à condition d'augmenter l'efficacité interne du système éducatif à travers une amélioration de la rétention et une maîtrise du phénomène de redoublement. Le pays semble s'être inscrit dans cette voie, en affichant notamment un arbitrage intra-sectoriel fort en faveur du primaire et une dépense unitaire élevée à ce niveau d'enseignement. L'enjeu consiste donc à accompagner l'expansion de la couverture - au primaire d'abord et sur les autres niveaux d'études par la suite - d'une amélioration substantielle de la qualité des apprentissages, la Namibie se situant à un niveau largement en deçà de la moyenne régionale.

#### › **Un enjeu qualitatif pour une éducation de base d'au moins dix années dans les pays proches de la SPU (Afrique du Sud, Botswana)**

L'Afrique du Sud et le Botswana peuvent être considérés comme satisfaisant à l'objectif de scolarisation primaire universelle. Le défi posé est donc celui de la généralisation d'une éducation de base d'au moins dix années, en mettant un accent particulier sur la qualité afin d'accroître significativement le niveau d'acquisition des élèves.

En termes de mobilisation et d'allocation des ressources, la révision des arbitrages est propre à chaque pays. Compte tenu de son niveau de richesse et de son potentiel fiscal, le Botswana gagnerait à explorer la possibilité d'un arbitrage inter-sectoriel plus en faveur de l'éducation (les dépenses d'éducation ne représentent que 1,95% du PIB) afin de dégager des marges de manœuvre pour l'amélioration de la qualité et la stimulation de la demande chez les populations les plus vulnérables (notamment en lien avec l'impact du VIH/SIDA). Pour l'Afrique du Sud, c'est davantage une réflexion sur une structure des dépenses courantes favorable à la qualité qui devrait s'engager (on rappelle qu'au niveau de l'enseignement primaire, les dépenses hors salaires enseignants ne représentent que 10% des dépenses courantes totales).

Au-delà de la mobilisation des ressources, la problématique de la gestion administrative et pédagogique demeure importante dans ces trois pays et une réflexion sur ces sujets ne pourrait que contribuer à l'optimisation du processus de transformation des ressources en résultats, sur l'ensemble des niveaux d'enseignement.